

Le Brésil : puissance agricole aux pieds d'argile à la recherche d'un développement plus durable

Une conférence organisée par l'Académie d'agriculture a brossé un portrait original et contrasté de l'agriculture brésilienne. Au-delà des images habituelles sur la puissance exportatrice et les réserves foncières gigantesques, le Brésil apparaît comme une puissance agricole aux pieds d'argile. Son agriculture est héritée d'un système dual basé sur de très fortes inégalités foncières pratiquant une exploitation minière des ressources naturelles (épuiement rapide de la fertilité des sols et obligation de cultiver sans cesse de nouvelles surfaces gagnées sur la forêt). Face aux limites sociales et environnementales évidentes de ce modèle, le Brésil tente de rendre son développement plus durable, notamment en encourageant l'agriculture familiale. Les dynamiques actuelles et futures de l'agriculture du Brésil sont indissociables de grands enjeux globaux liés à l'environnement, aux négociations commerciales et à la sécurité alimentaire et énergétique.

Source principale :

conférence organisée par l'Académie d'agriculture le 21 janvier 2009 sur « Les agricultures brésiennes ».

En introduction, J-P. Bertrand, ancien directeur de recherche à l'INRA, souligne l'importance de l'agriculture au Brésil. La croissance agricole y est supérieure à la croissance globale. En 2006, l'agriculture représente 5 % du PIB et assure des fonctions d'approvisionnement alimentaire et énergétique essentielles. Le secteur agroalimentaire représente 28 % des exportations du pays¹ et tente de gagner des parts de marché en Asie, notamment en Inde et en Chine. Le Brésil est **une puissance agricole émergente à l'échelle mondiale** non seulement en tant qu'exportateur (notamment pour le sucre, le coton, le soja ou la viande de volaille) mais aussi à l'OMC où il défend la libéralisation des échanges et a obtenu des succès importants sur le sucre et le coton. En termes de recherche agronomique, le pays a beaucoup investi dans un institut proche de l'INRA disposant de moyens importants et de chercheurs formés à l'international.

1. La prise en compte de l'agriculture familiale et la réforme agraire (B. Roux)

L'agriculture brésilienne a hérité d'une **structure bipolaire et inégalitaire** qui peine à se réformer. De très grandes exploitations (les latifundia), pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'hectares², sont détenues par un petit nombre de grands propriétaires fonciers alors que l'**agriculture familiale** constitue plus de 80 % de la population agricole et produit 38 % de la valeur ajoutée sur seulement 31 % des terres cultivées. Son importance est maintenant largement reconnue et institutionnalisée.

Cette agriculture familiale, hétérogène, est répartie entre trois grands groupes :

- minifundistes pratiquant une agriculture manuelle, peu intégrée au marché et sans revenu monétaire (50 % des exploitations agricoles familiales) ;
- agriculteurs disposant de la traction animale, partiellement intégrés au marché et dégagant un petit revenu (25 % des exploitations familiales) ;
- agriculteurs mécanisés, intégrés au marché, occupant de 10 à plus de 100 hectares, plus proches du « modèle » agricole français (25 % des exploitations familiales).

1. Chiffres différents pour l'OCDE : en 2006, le secteur agroalimentaire assurait 28 % des exportations, le secteur primaire agricole représentant 5 % du PIB.
2. Le plus gros producteur de soja, qui est gouverneur du Mato Grosso (Blairo Maggi), est également le premier producteur mondial de soja avec 142 000 ha.

Cette agriculture familiale est soutenue de manière volontariste par le ministère du Développement agricole, qui lui est dédié, et dispose de budgets équivalents à ceux du ministère de l'Agro-industrie. L'appui concerne entre autres l'accès au financement des exploitations « viables »³, la sécurisation des revenus (notamment en cas de crédit), l'accès à l'assistance technique et la vulgarisation agricole.

2. Une prise en compte croissante de la durabilité sociale et environnementale dans les politiques brésiliennes depuis le sommet de Rio (Ph. Bonnel, CIRAD)

Le volet environnemental se concentre, d'une part, sur la régulation de la déforestation et le contrôle des aires protégées en Amazonie et, d'autre part, sur la promotion de pratiques culturelles alternatives visant à préserver les sols (agriculture biologique, agroforesterie, agro-écologie).

Le volet social s'appuie sur une logique territoriale, avec des investissements en équipements locaux (eau, éducation, etc.), des transferts sociaux (approvisionnement des cantines scolaires, bourses familiales concernant 40 % de la population) et une diversification des activités économiques valorisant l'agriculture familiale (programme biodiesel)⁴.

3. Des défis majeurs identifiés par la conférence

L'agriculture brésilienne est confrontée à plusieurs défis :

- **la faiblesse des infrastructures** pour stocker et transporter les produits agricoles sur de grandes distances ;
- **les risques environnementaux** liés à une agriculture intensive de front pionnier qui détruit des zones à haute valeur environnementale et altère les ressources en eau et les sols ;
- **les risques sociaux** liés aux inégalités foncières, la réforme agraire se heurtant au refus des oligarchies et étant toujours source de conflits (2,5 millions de familles en attente). Ces risques découlent aussi des mauvaises conditions de travail dans certains secteurs agroindustriels et se manifestent également par l'insécurité alimentaire qui touchait, en 2004, 16 % de la population brésilienne.

L'appui à l'agriculture familiale et aux territoires se heurte à une assistance technique insuffisante, à un faible niveau d'équipements collectifs (notamment éducatifs, sanitaires, etc.), à un surendettement des producteurs, à la difficile intégration des agricultures sur le marché et à des problèmes de gouvernance : tensions entre pouvoirs centraux et locaux, divergences entre gouvernement et congrès⁵. Il paraît également nécessaire de passer d'une politique d'aide alimentaire à une logique de création d'emplois et de valeur dans les zones rurales.

En conclusion, G. Bazin rappelle que la croissance brésilienne reste très en deçà de celle d'autres grands pays émergents et il pose **la question du rôle de l'agriculture familiale pour renforcer la compétitivité du Brésil** tout en diminuant la pauvreté et les incidences négatives sur l'environnement⁶. Ce point est confirmé par des études de l'institut de l'élevage soulignant l'importance des structures familiales de l'élevage laitier dans son développement actuel, et prévoyant une agressivité croissante du Brésil sur le marché mondial du lait⁷. La relative faible dépendance du Brésil vis-à-vis de l'extérieur (15 % PIB provient des exportations contre plus de 20 % en Inde et 40 % en Chine) pourrait être un élément explicatif de sa plus faible croissance passée mais devenir un atout dans la crise actuelle vu l'effondrement des exportations de la plupart des pays asiatiques.

4. Commentaires : évaluation et prospective

Cet état des lieux, fait lors de cette conférence, ouvre une série de questions essentielles pour le pilotage des politiques publiques dans bien des pays. Quel modèle agricole est-il le plus à même de concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux d'un développement durable ? Le secteur commercial (*agronegocio*) est-il inséparable d'une agriculture industrielle à grande échelle ? Est-il le meilleur garant du développement agricole à long terme ?

Des réflexions prospectives sont essentielles pour approfondir l'analyse des dynamiques en cours et leurs implications : rythme et ampleur des transformations, réalité et impacts de l'exode rural, solidité des différentes composantes de l'agriculture brésilienne face aux enjeux de court terme (crise financière et économique) et de long terme (changement climatique, pressions sur les ressources naturelles, prise en compte des facteurs sociaux et environnementaux dans les échanges, investissements fonciers, etc.).

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde
Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation

3. Ce qui pose la question des critères utilisés pour déterminer cette viabilité.

4. Voir la *Note d'analyse* n°3 de la sous-direction de la prospective et de l'évaluation : « *Les biocarburants, opportunité ou menace pour les pays en voie de développement ?* », janvier 2009.

5. Voir l'article « Dernières nouvelles d'Amazonie », *Les Échos*, 17 février 2009.

6. Propos également portés par Coordination Sud, qui rassemble plus de 130 ONG de solidarité.

7. Institut de l'élevage, *Économie de l'Élevage, La filière laitière au Brésil*, octobre 2008.